



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 21 (2024)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : révision à la hausse de la croissance à 4,2% en g.a. au T1-24
- ❖ Thaïlande : 3,3 Mds USD de crédits supplémentaires en 2024 pour financer le « portefeuille électronique »
- ❖ Singapour : 2,7% de croissance au T1-24 en g.a.

LE CHIFFRE À RETENIR

586M\$

Montant des 17 transactions en capital-investissement en Asie du Sud-Est au T1 2024, en hausse de 31% en g.a. selon EY

Région

Front commun ASEAN-Japon face aux véhicules électriques chinois

D'après Nikkei Asia, le Japon et l'ASEAN envisagent de créer leur première stratégie conjointe sur la production et la vente automobile en Asie du Sud-Est. Alors que les véhicules électriques chinois deviennent de plus en plus présents dans la région, les deux parties visent à élaborer une stratégie intérimaire d'ici environ 2035, lors de la réunion de leurs ministres de l'Économie dès septembre de cette année. Actuellement, les constructeurs automobiles japonais assemblent plus de 3 millions de véhicules par an dans l'ASEAN, soit environ 80% de la production totale de la région. Pour la formation du personnel, le Japon envisage d'utiliser les 140 Mds JPY (900 M USD) alloués par le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) pour l'assistance aux pays du Sud. Les technologies japonaises seront également utilisées pour mesurer les émissions de CO2 des usines et promouvoir la transition vers des sources d'énergie renouvelable. En outre, les deux parties pourraient coopérer également dans des domaines tels que la recherche de matériaux rares utilisés dans les batteries de véhicules électriques et le développement de biocarburants à partir d'huiles de cuisson usagées.

EY: croissance des investissements en capital- investissement en Asie du Sud-Est au T1 2024

L'activité de capital-investissement en Asie du Sud-Est a montré une bonne dynamique au premier trimestre 2024, avec une hausse des transactions de 31% en valeur et de 89% en volume par rapport à l'année précédente. Au cours du trimestre, EY a noté un total de 17 transactions pour un montant de 586 M USD dans la région, contre neuf transactions pour 447 M USD au premier trimestre 2023. Les investissements immobiliers représentaient un tiers (33%) des investissements en capital-investissement en valeur, suivis par les soins de santé (28%) et les services financiers (23%). Malgré cette tendance dynamique, les sorties (« exits ») soutenues par le capital-investissement ont diminué de plus de la moitié en valeur par rapport à l'année précédente. Le marché des introductions en bourse en Asie du Sud-Est a lui-aussi connu une activité modérée.

Près de la moitié des cyberattaques en Inde sont originaires de trois pays d'Asie du Sud-Est

D'après le Centre de coordination des cybercrimes indiens (I4C), une division du ministère de l'Intérieur, sur les 7 000 plaintes quotidiennes enregistrées sur le portail national de signalement des cybercrimes, 45% des incidents proviendraient d'Asie du Sud-Est, particulièrement du Cambodge, de Birmanie et du Laos. Ces escroqueries, qui comprennent des arnaques numériques, des fraudes commerciales, des escroqueries à l'investissement et des fraudes amoureuses, engendrent d'importantes pertes financières pour les victimes. Selon un rapport de l'United States Institute of Peace publié en mai 2024, les opérations de fraude en ligne en Asie du Sud-Est entraîneraient des pertes annuelles estimées à 64 Mds USD dans le monde. Ces escroqueries, principalement concentrées au Cambodge, au Laos et en Birmanie, représenteraient environ 40% du PIB combiné de ces pays.

Indonésie

Déficit accru du compte courant au T1 2023

L'Indonésie a enregistré un déficit du compte courant de 2,2 Mds USD (-0,6% du PIB) au premier trimestre 2024, en hausse par rapport au déficit de 1,1 Md USD du trimestre précédent. Cette dégradation est due à une chute de 33,3% des exportations de biens en valeur et à une demande en baisse de la part des principaux partenaires commerciaux. Par ailleurs, la balance des services s'est améliorée avec un déficit réduit à 4,4 Mds USD grâce à une hausse du tourisme. Globalement, la balance des paiements a enregistré un déficit de 6 Mds USD sur la période, inversant l'excédent précédent de 8,6 Mds USD au T4 2023. Le compte de capital et financier a enregistré un déficit de 2,3 Mds USD, contre un excédent de 11 Mds USD au trimestre précédent, principalement en raison de sorties nettes d'investissements de portefeuille. Les investissements directs ont quant à eux enregistré un excédent de 4,3 Mds USD, soutenus par des investissements en provenance de l'ASEAN et de la Chine. L'augmentation du déficit du compte courant et des paiements reflète les défis économiques actuels de l'Indonésie, marqués par des termes de l'échange moins favorables, des tensions géopolitiques pesant sur le commerce mondial et une période de transition avant l'investiture du nouveau Président en octobre prochain.

Maintien du taux directeur à 6,25%

Bank Indonesia (BI) a décidé de maintenir son taux directeur à 6,25%, constatant la stabilisation de la rupiah grâce à une augmentation des entrées de capitaux suite à la hausse de taux de 25 points de base le mois dernier. En avril, avant la hausse de taux de la BI, la rupiah avait atteint un creux de 16 265 IDR pour 1 USD. Avec les entrées de capitaux étrangers (achat de bons d'Etat), la rupiah s'est appréciée de 1,66% entre fin avril et le 21 mai. Bien que la devise nationale ait encore baissé de 3,74% depuis le début de l'année, elle a mieux résisté comparé à d'autres devises émergentes comme le peso philippin, le won sud-coréen ou le baht thaïlandais.

Révisions successives du cadre réglementaire des importations en Indonésie

En deux mois, le ministère du Commerce a modifié à trois reprises le cadre réglementaire des importations, créant une incertitude juridique et complexifiant la circulation des marchandises dans les ports. Le durcissement des réglementations d'importation sur environ 4 000 produits et l'ajout d'exigences techniques ont entraîné des retards dans les processus de délivrance de licences d'importation, entraînant le blocage de nombreux conteneurs. Actuellement, 26 415 conteneurs, transportant des marchandises telles que l'acier, les textiles, les produits chimiques et électroniques, sont bloqués dans les ports de Tanjung Priok (Jakarta) et Tanjung Perak (Surabaya), ainsi que dans ceux de Semarang et Belawan à Medan. Face à cette situation, le gouvernement a annoncé une nouvelle révision de la réglementation des importations (Permendag no.8/2024) sur instruction du Président. Cette modification concerne les médicaments, les cosmétiques, les articles ménagers, les sacs, les valves, les produits électroniques, les chaussures, les vêtements ou encore les accessoires.

Malaisie

Révision à la hausse de la croissance pour le T1 2024

Le département des statistiques malaisien a révisé ses données sur le PIB pour les années 2021 à 2023, donnant lieu à une réévaluation de la croissance à 8,9% pour 2022 (au lieu de 8,7%) et à 3,6% pour 2023 (au lieu de 3,7%). Le PIB a également été réévalué pour le 1er trimestre 2024 avec une croissance à 4,2% en g.a. (après 2,9% en g.a. au T4 2023), contre 3,9% en première estimation. L'activité économique a été essentiellement soutenue par la demande interne, la contribution du commerce extérieur étant négative (-1,4 point) en raison de la forte érosion de l'excédent des échanges de biens. La consommation privée (61,9% du PIB), avec une hausse de 4,7% en g.a., demeure le principal soutien à l'évolution du PIB avec les investissements privés (17,1% du PIB) et publics (4,2%), qui augmentent respectivement de 9,2% et 11,5% par rapport au T1 2023. L'économie bénéficie également, dans une moindre mesure, de la progression de la consommation des administrations publiques (12,3% du PIB ; +7,3% en g.a.). D'un point de vue sectoriel, les services (59,3% du PIB) progressent de 4,7% en g.a. et les industries manufacturières (23,1% du PIB) voient leur valeur ajoutée augmenter de 1,9% en g.a. après deux trimestres de léger recul. S'agissant des autres secteurs, les industries extractives (6,6% du PIB), de gaz naturel en particulier, la construction (3,9%) et l'agriculture (5,9%) enregistrent des croissances respectives de 5,7%, 11,9% et 1,6% en glissement annuel.

Renforcement de l'excédent courant et dégradation de la dette externe au T1 2024

L'excédent des transactions courantes a atteint 3,4 Mds USD au 1er trimestre 2024, soit 3,5% du PIB, en nette augmentation par rapport au trimestre précédent (0,2 Md USD ; 0,2% du PIB). Cette amélioration s'explique par le renforcement de la balance des biens et services (5,2 Mds USD ; +5,3% par rapport au T4 2023), une réduction de 56,6% du déficit des revenus primaires (1,9 Md USD) et un solde des revenus secondaires excédentaire pour la première fois depuis le 3ème trimestre 2020 (+0,07 Md USD). Le compte financier enregistre de nouvelles sorties de capitaux nettes pour 4,0 Mds USD (après 4,4 Mds USD au T4 2023). Celles-ci concernent principalement les investissements de portefeuille (5,0 Mds USD) et les investissements directs (1,3 Md USD). Les investissements directs étrangers en Malaisie (1,2 Md USD) se sont réduits de 72,1% par rapport au T4 2023, plus fortement que les investissements malaisiens à l'étranger (2,4 Mds USD ; -19,8%). La dette externe continue à s'accroître, atteignant 69,0% du PIB fin mars 2024 contre 68,2% fin 2023 (268,4 Mds USD ; +2,3% par rapport à fin 2023). Elle reste toutefois soutenable selon la banque centrale, l'essentiel de part libellée en devises étrangères (67,7% de la dette externe) étant soumis aux exigences réglementaires et prudentielles de l'institution. De plus, les réserves de change (112,8 Mds USD à fin avril) permettent d'assurer la couverture de la dette externe de court terme (41,8% de la dette externe totale).

Restructurations en vue pour Malaysia Airports

L'opérateur aéroportuaire malaisien, Malaysia Airports Holding Berhad (MAHB) a annoncé avoir reçu une offre de reprise par un consortium mené par son principal actionnaire, le fonds souverain Khazanah. Au terme de cette opération d'un montant de 2,3 Mds USD, MAHB serait alors contrôlé par Khazanah à hauteur de 40%, le fonds de pension malaisien du secteur privé EPF (30%), le fonds d'investissement américain GIP (25%) et le fonds souverain d'Abu Dhabi ADIA (5%). La transaction reste soumise à l'accord des actionnaires et à celui des autorités de régulation malaisiennes mais également turques dans la mesure où MAHB détient et gère le second aéroport d'Istanbul (Istanbul Sabiha Gokcen). Cette opération, encouragée par le gouvernement, s'inscrit dans un contexte de perte de compétitivité des aéroports malaisiens. D'une part, l'aéroport principal de Kuala Lumpur (KLIA) est passé de la 2nde place en 2001 à la 67ème place en 2023 dans le classement Skytrax des meilleurs aéroports mondiaux mais, également, seuls 7 des 39 aéroports opérés par MAHB sont considérés comme rentables. Cette reprise en main par des investisseurs institutionnels locaux, alliés à un fonds américain ayant déjà une expérience de gestion d'aéroports (Sydney, Gatwick et Edimbourg), pourrait constituer le premier pas d'une restructuration plus profonde du secteur.

Singapour

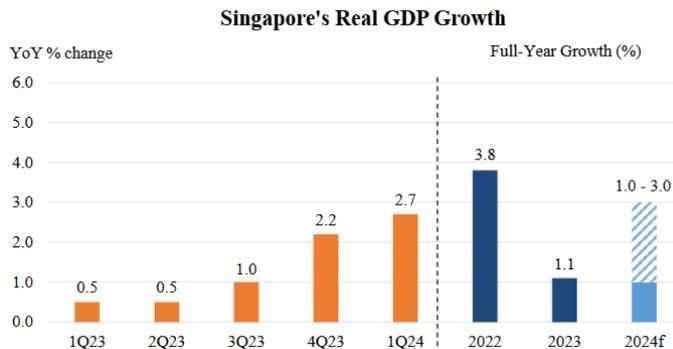
Singapour renforce sa coopération avec la Chine dans le domaine de la finance verte

Lors de la deuxième réunion du Groupe de travail Chine-Singapour sur la finance verte (GFTF), qui s'est tenue ce lundi, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et la Banque populaire de Chine (PBC) ont discuté de plusieurs initiatives visant à renforcer la coopération

en matière de finance verte et de transition entre les deux pays. Celles-ci portent notamment sur l'alignement des taxonomies, la facilitation des flux de financement vert et le développement d'une plateforme de notation de la décarbonation. Créé en 2023, le GFTF Chine-Singapour vise à intensifier le financement vert et de transition entre Singapour, la Chine et la région dans son ensemble.

Croissance économique de 2,7% au T1 2024

Au premier trimestre 2024, l'économie de Singapour a enregistré une croissance de 2,7% en glissement annuel, son rythme le plus rapide au cours



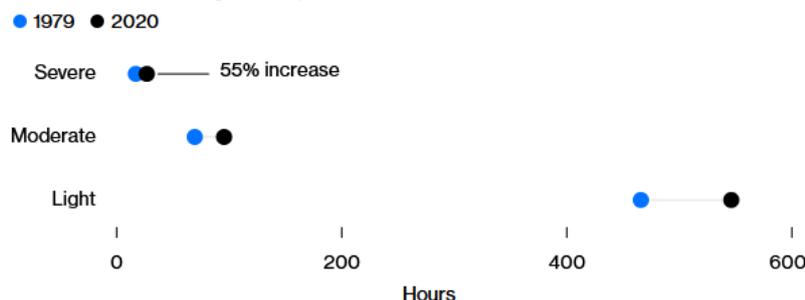
des 18 derniers mois, surpassant les prévisions des économistes qui s'établissaient à 2,5%. Cette performance a été principalement tirée par les secteurs de la finance et de l'assurance, des transports ainsi que du commerce de gros. Les prévisions officielles de croissance du PIB pour 2024 restent situées dans une fourchette allant de 1,0% à 3,0%, avec une reprise progressive anticipée dans les secteurs liés au commerce et à l'industrie. Les économistes de la banque singapourienne DBS convergent dans ce sens, avec une prévision de croissance pour 2024 à 2,2%.

Vol SQ321 de Singapore Airlines : des turbulences de plus en plus fréquentes sous l'effet du changement climatique ?

Le vol SQ321 de Singapore Airlines reliant Londres à Singapour a été secoué par de violentes turbulences ce mardi, entraînant la mort d'un passager et en blessant 30 autres. Si les marchés financiers ont peu réagi à cet incident (l'action de la compagnie aérienne ayant retrouvé son niveau pré-accident après une légère baisse de 1,8% à l'ouverture ce jeudi), il est important de souligner que les coûts associés aux turbulences, estimés à 500 M USD par an pour les compagnies aériennes américaines, pourraient encore augmenter avec la hausse de la fréquence des turbulences sévères (+55% entre 1979 et 2020, d'après une étude publiée en 2023 par l'université britannique de Reading). Celles-ci pourraient être amplifiées par le réchauffement de l'atmosphère, lui-même dû au réchauffement climatique.

Severe Turbulence Increased the Most

In the past four decades, clear-air turbulence of all grades has increased thanks to a warming atmosphere



Source: Prosser et al (2023).

Vietnam

En 2024, les créances douteuses posent à nouveau un défi majeur pour les banques vietnamiennes

Les créances douteuses des 28 banques qui ont publié leur rapport ont atteint environ 8,8 Mds USD fin mars, en croissance de 14,4% par rapport au début de l'année. La MB a connu la plus forte augmentation des créances douteuses avec 56%, suivie par la BIDV avec 20,7%. Certaines banques ont enregistré un taux de créances douteuses rapportées au montant total des créances du système bancaire supérieur au seuil de 3% demandé par la SBV, comme VPBank (4,8%), BaoVietBank (4,4%), ABBank (3,9%). Selon la Saigon Securities Incorporation (SSI), la pression sur la croissance des créances douteuses restera élevée en 2024, les banques pourraient mettre 2 à 3 ans pour constituer les provisions nécessaires, ce qui risquerait d'avoir un impact sur leurs résultats. Pour soulager cette pression, la Banque d'État (SBV) propose de prolonger à nouveau jusqu'à fin 2024 la circulaire n°02 permettant de reporter l'obligation de provisionner les créances douteuses.

Les autorités demandent à Foxconn de limiter sa consommation électrique

Plusieurs usines de Foxconn (fournisseur taïwanais d'Apple) dans le nord du Vietnam se sont vues demander de réduire « volontairement leur consommation d'électricité de 30% afin d'éviter de nouvelles pénuries. Ces demandes, qui concernent probablement de nombreux autres grands groupes industriels, interviennent alors que les prévisions de demande d'électricité durant la saison sèche (mai – juillet) ont encore été revues à la hausse (+13% par rapport à la même période de l'année 2023, au lieu des 9,6% initialement envisagés ; +17% dans le nord du pays), faisant craindre de nouvelles coupures d'électricité. Intel, entre autres, a récemment pris la décision de ne pas accroître ses investissements au Vietnam du fait – notamment – des risques de pénurie d'électricité. En mars 2024, le Premier ministre vietnamien s'était engagé auprès des investisseurs étrangers à garantir la continuité de l'approvisionnement électrique de leurs sites industriels. Le 15 avril, il a signé la circulaire no. 38 visant à garantir l'approvisionnement du pays en électricité « durant les périodes de pointe de l'année 2024 et des années suivantes ».

VNG devient partenaire de Nvidia dans le domaine du cloud computing

La filiale thaïlandaise de l'entreprise VNG a annoncé avoir été le partenaire privilégié de Nvidia dans l'équipement d'un data-center, en proposant des logiciels basés sur l'intelligence artificielle. Peu connue du grand public en dehors de l'Asie du Sud-est, VNG est une entreprise fondée en 2004. Initialement spécialisée dans les jeux vidéo, elle s'est énormément diversifiée comme développeur de logiciels (dont Zalo, première application de messagerie instantanée au Vietnam) et en opérant divers services cloud et de nombreux centres de données. Elle a d'ailleurs été la première licorne du Vietnam, atteignant une valeur de 1 Md USD en 2019. Ce succès est crucial pour le développement de la société, dont l'activité a été limitée sur le territoire national à la suite du renforcement par les USA des contrôles des exportations de technologies critiques vers la Chine, qui a également affecté le Vietnam. L'obtention du statut de cloud partner permet à VNG d'accéder en priorité aux produits et logiciels de Nvidia les plus avancés, que l'entreprise vietnamienne

pourra ainsi valoriser auprès de ses propres clients. L'accès à ces puces est en effet nécessaire pour déployer les solutions informatiques les plus avancées. Si cela est une nouvelle positive pour l'entreprise, ses liens avec des Big Tech chinoises comme Tencent et Ant Group sont toutefois des facteurs d'inquiétude dans le contexte de la rivalité sino-américaine.

Thaïlande

Révision à la baisse des perspectives de croissance pour 2024

Le NESDC (équivalent thaïlandais de l'INSEE) a revu à la baisse les perspectives de croissance pour 2024, entre 2 et 3% contre 2,2 et 3,2% précédemment, en raison principalement d'une nouvelle dégradation de la prévision de croissance des exportations (+2,0% contre +2,9% attendus en février et +3,8% en novembre). Cette révision fait suite au ralentissement constaté de la croissance du PIB au T1 2024, à +1,5% en g.a. après +1,7% au T4 2023. En dépit de la robustesse de la consommation domestique (+6,9% g.a.) et de l'expansion continue des ventes de services (+3,6%), tirée notamment par la hausse des entrées touristiques (9,4 M après 8,7 M au T4 2023), la croissance économique a décéléré sous l'effet : (i) de la contraction de la production agricole (-3,5% après -0,6% du fait de l'effet El-Nino), (ii) de la baisse des exportations de biens (-2,0% après +3,4%), (iii) accentuant dans son sillage la diminution de la production manufacturière (-3,0% après -2,4%), (iv) et de la chute continue des investissements publics (-27,7% après -20,1%) en raison du retard pris par la procédure budgétaire, un effet qui devrait se résorber à compter du T2 du fait de l'adoption du budget. En variation trimestrielle, la croissance de +1,1% contre -0,4% au T4-24, est tirée par le tourisme (services : +1,8%) et la production énergétique, en lien avec les fortes chaleurs qui compensent la contraction de la production manufacturière (production industrielle totale : +0,4%). Pour le reste de l'année 2024, malgré des perspectives favorables pour le tourisme, la consommation domestique et les dépenses publiques, le NESDC mentionne d'importants aléas baissiers : les niveaux encore élevés d'endettement des ménages et des entreprises, le risque d'inondation sur la production agricole, l'incertitude et la volatilité du marché financier mondial.

Financement du portefeuille numérique : hausse de 3,3 Mds USD des crédits 2024

La mesure dite du portefeuille électronique, promesse électorale phare du parti Pheu Thai au pouvoir, consiste en la distribution à 50 M de citoyens thaïlandais de 10 000 THB (270 USD) via un portefeuille électronique, à dépenser dans un périmètre géographique limité autour de leur résidence. Alors que le plafond de dépenses du budget 2024-2025 (qui démarrera le 1er octobre 2024) avait déjà été relevé récemment de 152 Md THB (4,1 Mds USD) pour le financement de cette mesure, le ministère des Finances a annoncé vouloir relever les crédits du budget 2023-2024 à son tour de 122 Mds THB (3,3 Mds USD) dans ce même but. La décision devra être confirmée en conseil des ministres. Le nouveau ministre des Finances, Pichai, nommé lors du remaniement fin avril, a pour priorité de mettre en œuvre cette mesure, critiquée notamment pour son coût et son manque de ciblage. Ces augmentations successives de crédits matérialisent la nouvelle stratégie de financement par le budget général de la

mesure, alors que le gouvernement avait privilégié jusqu'en début d'année un financement par emprunt spécial dédié, mais n'avait pas réussi à réunir les conditions autorisant un tel prêt. La mesure reste critiquée notamment par la banque centrale thaïlandaise pour son manque de ciblage. Elle apporterait 0,5 point de croissance supplémentaire en 2024 si elle était déployée au 4ème trimestre 2024, selon le ministère des Finances. Elle doit coûter au total 500 Mds THB, soit environ 2,7% du PIB thaïlandais.

Philippines

Nouvelles exemptions tarifaires approuvées par le NEDA pour le secteur des véhicules électriques

L'Agence nationale pour l'économie et le développement (NEDA), organisme gouvernemental en charge de la planification socio-économique des Philippines, a étendu la liste des véhicules électriques éligibles à une exonération de droits de douane. Par un décret effectif depuis le 20 février dernier, le NEDA avait approuvé la réduction des taux tarifaires de la nation la plus favorisée à zéro sur 34 lignes tarifaires en lien avec les véhicules électriques à batterie pour une durée temporaire de cinq ans. L'extension approuvée le 22 mai dernier par le NEDA porte sur les batteries hybrides nickel-métal, les tricycles et quadricycles à batterie, les jeepneys, voitures et camions à batterie, les véhicules électriques hybrides et les véhicules électriques hybrides rechargeables, et sera valide jusqu'en 2028. Ce nouveau cadre tarifaire porte la stratégie du gouvernement pour une réduction de la dépendance du secteur des transports aux carburants importés, introduite dans la loi pour le développement de l'industrie des véhicules électriques. Le secteur des transports représente 34% des émissions de gaz à effet de serre de l'archipel, dont 80% sont attribuables au transport routier.

Premier rendez-vous trilatéral depuis l'annonce du projet de corridor économique de Luzon initié par les Etats-Unis, le Japon et les Philippines

En marge de l'Indo-Pacific Business Forum organisé par l'agence américaine pour le commerce et le développement le 21 mai dernier, s'est tenu le premier comité de pilotage du projet de corridor économique de Luzon, chargé de superviser les investissements et le développement des projets d'infrastructures. La rencontre a été coprésidée par le secrétaire d'Etat philippin à l'Investissement, Frederick Go, le directeur général du bureau de la coopération internationale du ministère des Affaires étrangères japonais Ishizuki Hideo et le conseiller principal du président Biden pour l'énergie et l'investissement, Amos Hochstein. Prévu à un rythme trimestriel par la suite, cette première rencontre avait pour objectif d'identifier les secteurs prioritaires et passer en revue les projets potentiels, et d'encourager les investissements du secteur privé. Le projet de corridor économique de Luzon est le premier projet issu de l'initiative G7 de Partenariat pour les infrastructures et l'investissement dans la zone Indo-Pacifique. Il devrait améliorer la connectivité terrestre et maritime entre Subic Bay, Clark, Manille et Batangas et favoriser les investissements dans des secteurs aussi stratégiques que les semi-conducteurs, les énergies propres et l'agroalimentaire.

Hausse de 10% des dépenses publiques pour les infrastructures au T1 2024

Les dépenses d'infrastructures et en capital du gouvernement ont augmentés de 10% au T1 2024 en glissement annuel pour se fixer à 216,8 Mds PHP (3,6 Mds EUR). Les dépenses sont principalement le fait du ministère des Travaux publics et des autoroutes (DPWH), correspondant à des règlements de factures pour les projets finis de différents programmes de construction et d'avancement de frais pour des projets rattachés au budget général de l'année fiscale 2024. Les projets d'investissements pour la modernisation de l'armée des Philippines menés par le ministère de la Défense ainsi que les projets du ministère des Transports co-financés avec des bailleurs de fonds internationaux (par exemple le Malolas-Clark Railway ou Mass Transit Systems in Metro Manila) ont aussi porté cette hausse. Les budgets du ministère des Transports et des Travaux publics représentent à eux deux 17% du budget 2024, en faisant le premier poste de dépenses productives, devant l'éducation (16% du total). Cela reflète la priorité politique donnée aux investissements dans les infrastructures et portée par les programmes « Build » de l'administration Duterte et « Build Better More » de l'administration Marcos.

Cambodge

Importation automobile en baisse de 13%

Après un déclin de 43,6% en 2023, les importations de véhicules du Cambodge ont atteint 496 M USD au cours des quatre premiers mois de cette année. Elles sont en baisse de près de 13% par rapport à la même période en 2023, selon la douane cambodgienne. Cette baisse, principalement de véhicules d'occasion, est due au ralentissement de l'économie. La Fédération cambodgienne de l'industrie automobile note toutefois une tendance à l'utilisation de plus de véhicules neufs au Cambodge. Ces derniers constituent actuellement 45% du marché automobile au Cambodge, contre environ 20% en 2017. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de hausse de l'activité d'assemblage automobile dans le pays. Afin de répondre à la demande croissante de voitures neuves sur le marché local, le Cambodge souhaite attirer davantage d'usines automobiles. A ce jour, le pays est doté de 4 usines d'assemblages en service (Hyundai, SsangYong, Ford, Isuzu) et 5 autres projets en cours (Toyota, KIA, GTV, une usine d'assemblage de véhicules électriques et une usine de poids lourds). Pour mémoire, dans le cadre de sa diversification économique, le Cambodge a approuvé en décembre 2022 une feuille de route pour soutenir les secteurs automobile et électronique. Ils figurent aussi parmi les secteurs prioritaires du gouvernement pour la promotion des investissements.

Couverture de santé pour 80% de la population d'ici 2035

Le 23 mai, a été lancé officiellement une feuille de route pour une assurance-maladie universelle 2024-2035 au Cambodge. Elle vise à renforcer le système de protection sociale et le système de santé. Actuellement, environ 7 millions de personnes, soit 41% de la population, sont couvertes par différentes formes de services de protection sociale (santé). L'objectif est de porter ce nombre à 14 millions de personnes, soit environ 80% de la population, d'ici 12 ans. La feuille de route vise également à réduire les dépenses à 35% du

budget des ménages d'ici 2035, contre 60% en 2020. Le Cambodge a fait des progrès significatifs dans le domaine de la santé au cours des dernières années. En 2023, le gouvernement a investi environ 573 M USD dans ce secteur, contre 226 M USD en 2013. Mais son système de santé présente encore des lacunes : ressources limitées, qualité de niveau inégal d'un établissement à l'autre, manque de personnels et de formation, de matériel et de médicaments, en particulier dans les zones rurales.

Laos

Désenclavement numérique aussi

A l'occasion de la dernière Lao Digital Week (10-14 janvier 2024), Lao Telecom avait annoncé le lancement de son service 5G, dans trois provinces du pays (Vientiane, Luang Prabang et Bokéo). Le dernier rapport sur le numérique au Laos (mars 2023) donnait quelques informations intéressantes. Le Laos compte 6,4 millions de lignes mobiles (85% de la population), qui comptent pour plus des deux tiers de l'accès à internet. Internet, justement, auquel 62% de la population sont connectés. Et 44% des Laotiens sont présents sur les réseaux sociaux : Facebook (3,2 M), Instagram (0,5 M), X (240 000) et LinkedIn (140 000). Sur ces bases, le gouvernement a annoncé – lors de la Journée mondiale de la Société de l'information (17 mai) – vouloir développer l'accès à internet via un réseau de fibre optique, comptant déjà près de 100 000 km. Il annonce couvrir déjà 97% des villages du pays. La vitesse moyenne d'internet est aussi affichée à 28,3 Mb/s. Quiconque s'est connecté à internet au Laos aura une opinion différente.

Le réseau, toujours le réseau

Le réseau de transport d'électricité, géré par EDL-Transmission, filiale d'Electricité du Laos (EDL) détenu majoritairement par l'entreprise chinoise China Southern Power Grid (CSG) connaît des difficultés. Il doit être modernisé, est largement centrifuge – nombreuses lignes à haute tension destinées à exporter l'hydroélectricité – et non unifié ; on compte en réalité 4 réseaux largement distincts. Le réseau moyenne tension et de distribution, maîtrisé par EDL, n'est pas en meilleur état. Pour preuve, même la capitale du pays est affectée de nombreuses coupures de courant. Certes, la forte baisse de la production hydroélectrique ne facilite pas le travail de l'électricien national. Il reste que son réseau est vétuste et nécessite de nombreux investissements, tant pour le mettre à niveau, en augmenter la capacité et l'automatiser. Il s'agit notamment de lui permettre d'inclure plus d'énergies renouvelables intermittentes, notamment solaire. Mais, EDL est endettée à hauteur de 8 Mds USD environ, ce qui rend la réalisation de ces investissements de réseau coûteux bien difficiles à réaliser. Le directeur général d'EDL fait donc appel au gouvernement pour pouvoir disposer de nouvelles ressources et répondre à une demande croissante d'électricité, et pas seulement en raison d'un recours accru aux véhicules électriques. Un peu la quadrature du cercle.

Birmanie

BAsD : croissance 2023 en baisse

Selon le dernier rapport sur les perspectives économiques en Asie de Banque Asiatique de Développement, la croissance birmane a ralenti à +0,8% sur l'année fiscale 2023 (avril 2023 à mars 2024) après +2,4% l'année précédente, en raison des conséquences de l'intensification du conflit. Alors que l'agriculture s'est contractée de -1,8%, impactée par l'augmentation des coûts de production et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, l'activité industrielle enregistre une croissance modeste de +2,2%, sous l'effet cumulé des coupures récurrentes d'électricité, de la forte volatilité du change et de la faible demande mondiale. Les services ont marginalement augmenté de +1,0%, soutenus par une légère reprise du tourisme intérieur et des ventes de services financiers. A +22%, le taux d'inflation est demeuré très élevé (après +27,2% en 2022), du fait des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de la dépréciation de la monnaie locale et de l'augmentation des coûts de transport. Dans un contexte de forte instabilité politique, la BAsD anticipe une croissance toujours faible en 2024 (+1,2%) mais qui pourrait s'accélérer en 2025 (+2,2%). Le rythme de hausse des prix devrait progressivement ralentir tout en restant à un niveau élevé (+15,5% en 2024 avant de redescendre à +10,2% en 2025).

Arrêt temporaire des activités du coréen CJ Feed

CJ Feed Myanmar, filiale du géant sud-coréen de l'alimentation CJ Cheil Jedang et un acteur majeur de l'alimentation animale, a annoncé une suspension temporaire de ses activités le 28 mai 2024, en raison de difficultés opérationnelles persistantes (contraintes sur les transactions financières, coût élevé d'approvisionnement en matières premières, main d'œuvre insuffisante pour la production). Cette suspension intervient après sept ans d'activité et plus de 21 M USD d'investissement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr